



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0308 / CAB.MIN/MINES/01/2014 DU 11 JUL 2014
PORTANT AGREMENT DE LA COOPERATIVE MINIERE D'ELILA

« COM'ELILA »

AU TITRE DE COOPERATIVE MINIERE

Localité de Kibonge, Collectivité Beia, Territoire de Pangi, Province du Maniema

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36
littéra f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement
Minier, spécialement ses articles 234 et 235 ;

Vu le Décret du 24 mars 1956 relatif aux Coopératives ;

Vu l'Ordonnance n°21-235 du 08 août 1956 relative à la forme
des statuts des coopératives indigènes ;

Vu l'Ordonnance n° 12/007 du 11 juin 2012 portant organisation et
fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration
entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les
membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions
des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination des
Vice Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et des Vice
Ministres ;

Considérant la demande d'agrément au titre de Coopérative Minière
introduite en date du 23 mai 2014 ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

La Coopérative Minière d'Elila « COM'ELILA » dont le siège est
établi dans la Localité de Kibonge, Collectivité Beia, Territoire de Pangi,
Province du Maniema, est agréée au titre de **Coopérative Minière**.



Article 2 :

La Coopérative Minière d'Elila « COM'ELILA » ne peut effectuer les travaux d'exploitation artisanale que dans une Zone d'Exploitation Artisanale (ZEA) à lui attribuer.

Article 3 :

L'agrément au titre de Coopérative Minière confère à la **Coopérative Minière d'Elila « COM'ELILA »** le droit de solliciter un Permis de Recherches.

Article 4 :

La Coopérative Minière d'Elila « COM'ELILA » est notamment tenue de :

- Transmettre le rapport de ses activités à la Direction des Mines ;
- Veiller au respect par les exploitants miniers artisanaux de la législation minière, spécialement ses aspects environnementaux sous l'encadrement du SAESSCAM ;
- S'acquitter de ses impôts et taxes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République Démocratique du Congo.

Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en République Démocratique du Congo, le présent agrément peut être retiré en cas de violation des dispositions des articles 2 et 4 ci-dessus.

Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Coordonnateur Général du SAESSCAM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 11 JUL 2014

Martin KABWELULU

Ampliations

. Cabinet du Président de la République	: 1
. Cabinet du Ministre des Mines	: 2
. Secrétaire Général des Mines	: 1
. Cadastre Minier	: 1
. CTCPM	: 1
. SAESSCAM	: 1
. Direction des Mines	: 1
. Direction de Géologie	: 1
. Direction des Investissements	: 1
. Direction chargée de la Protection de l'Environnement	: 1
. Division Provinciale des Mines et Géologie du Ressort	: 1
. Coopérative Minière d'Elila « COM'ELILA »	: 1